

Manuel de géopolitique

29 - Les impératifs stratégiques

mercredi 20 décembre 2023, par [Patrice GOURDIN](#)

Citer cet article / To cite this version :

[Patrice GOURDIN](#), **29 - Les impératifs stratégiques**, *Diploweb.com : la revue géopolitique*, 20 décembre 2023.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

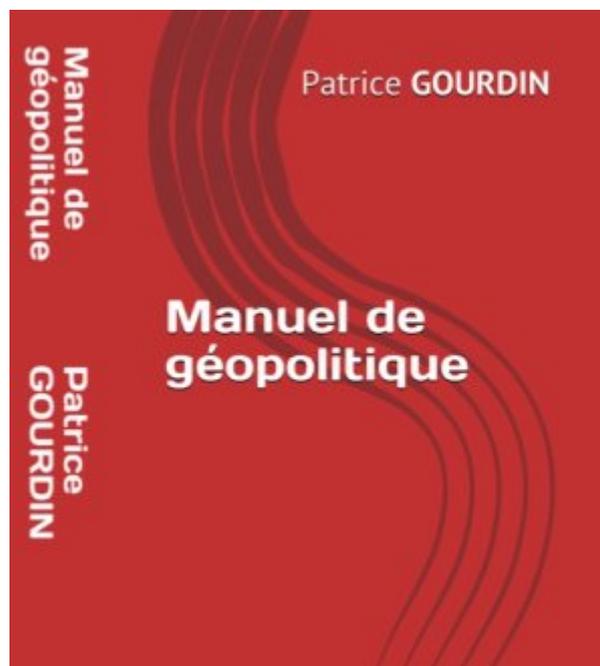
Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

Quelle est l'incidence des considérations stratégiques lorsque des acteurs extérieurs interviennent dans la crise ou le conflit ? Quels outils pour étudier les impératifs stratégiques motivant une intervention extérieure sur un territoire ? Quelles informations rassembler et exploiter ? Qu'en faire ?

Les impératifs stratégiques des acteurs géopolitiques présentés par Patrice Gourdin, via un extrait gratuit de son célèbre "Manuel de géopolitique", éd. Diploweb disponible au format papier sur Amazon.

Lorsqu'un ou des États apparaissent, directement ou indirectement, dans une crise ou un conflit, ils invoquent parfois des raisons de sécurité. Voici, *a priori*, d'un argument de poids, dans la mesure où il s'agit de la principale raison d'être de l'État : éliminer ou écarter les menaces qui pèsent sur la population, le territoire ou les ressources considérées comme indispensables. La part de subjectivité inhérente au concept de "menace" amène les États à définir celle-ci. Pour mieux comprendre, prenons l'exemple de la **France**. En 2008, le gouvernement publia un *Livre blanc* exposant sa politique de défense. Il désignait « quatre zones critiques [1] » et en présentait les principales caractéristiques. En premier lieu, « l'arc de crises, de l'Atlantique à l'océan Indien [2] », zone hétérogène certes, « mais, dans cette partie du monde, au voisinage de l'Europe, au cœur d'intérêts stratégiques pour la sécurité mondiale, des évolutions essentielles modifient les données de la sécurité de la France et de l'Europe [3] » et d'énumérer : le terrorisme, la prolifération d'armes de destruction massive et d'armes balistiques ainsi que « les ressources en hydrocarbures qui s'y trouvent [et qui] demeurent centrales pour l'approvisionnement énergétique [4] ».



Patrice Gourdin, "Manuel de géopolitique", éd. Diploweb, via Amazon.

D'un clic sur sa couverture, vous pourrez vous procurer ce livre broché à des conditions très avantageuses. Patrice Gourdin, "Manuel de géopolitique", éd. Diploweb, via Amazon. Une référence à ne pas manquer.

Donc,

« l'instabilité de cet arc géographique peut affecter directement ou indirectement nos intérêts. Les pays européens sont présents militairement à des titres divers, au Tchad, en Palestine, au Liban, en Irak et en Afghanistan. Dans ces conditions, l'Europe et la France sont probablement appelées à s'engager davantage encore à l'avenir dans l'ensemble de la zone, pour aider à la prévention et au règlement des crises [5] ».

L'Afrique subsaharienne vient ensuite, car

« la France et l'Europe ne peuvent se désintéresser du continent qui leur est le plus proche. L'Afrique, riche de nombreux atouts dispose d'un potentiel humain et économique considérable [6] ».

Mais pauvreté, mal gouvernance, guerres et réchauffement climatique sévissent. Par conséquent,

« la France et l'Europe doivent contribuer à la lutte contre la dégradation de ces conditions afin de juguler les mouvements migratoires. [...] L'Afrique aspire à disposer de ses propres capacités de règlement des différends, de prévention des crises et de maintien de la paix. La France et l'Europe ont un intérêt majeur à contribuer à l'établissement de ces moyens [7] ».

De plus,

« l'abondance de matières premières stratégiques et de ressources énergétiques appelle une valorisation [...]. Elles constituent une ressource essentielle pour l'Afrique. Par ailleurs, elles peuvent contribuer à favoriser les technologies européennes [8] ».

L'Europe demeure au cœur des préoccupations.

« L'évolution de la Russie et de sa politique avec ses voisins immédiats [...] ainsi que son partenariat avec les Européens et l'Alliance Atlantique resteront des facteurs importants pour la sécurité du continent et la paix dans le monde. [...] la stabilisation des Balkans doit appeler [...] un redoublement d'attention [9] ».

Enfin,

« des conflits majeurs en Asie affecteraient sans aucun doute les intérêts de la France et de l'Europe. [...] Les Européens devront prendre en compte les principales données suivantes : l'impact d'une guerre sur les routes maritimes à caractère stratégique ; les effets économiques et financiers d'un conflit majeur sur un continent qui joue un rôle croissant dans l'économie mondiale ; l'impact de toute guerre dans les régions où les puissances asiatiques s'approvisionnent en matières premières stratégiques ; nos liens avec les États-Unis, garants de la sécurité de plusieurs États dans la région [10] ».

Nous voyons donc qu'un État ne peut concevoir sa sécurité sans se montrer extrêmement attentif à la situation des autres pays et, le cas échéant, se trouver en mesure d'y intervenir. De fait, la position que ces autres pays occupent, les ressources dont ils disposent, les dysfonctionnements internes qui s'y produisent, les contentieux qui existent entre eux, leur comportement vis-à-vis de groupes ou de phénomènes menaçants, ne demeurent pas du ressort de leur seule souveraineté.

Un ou plusieurs États peuvent intervenir dans un conflit pour conserver, s'emparer ou empêcher un (des) rival(aux)/adversaire(s) de s'emparer d'une **position** ou de **ressources**

stratégiques.

Parmi les principales revendications italiennes à l'issue de la Première Guerre mondiale, figurait le port albanais de Vlorë. Situé à moins de cent kilomètres des côtes italiennes, il offrait, à qui le contrôlait, la maîtrise du détroit d'Otrante, donc de l'accès à la mer Adriatique. Et l'**Italie** refusait de voir ce port tomber aux mains de la Grèce, qui le revendiquait. Les multiples ingérences de Rome dans les affaires albanaises entre les deux guerres mondiales tinrent en partie à cette préoccupation stratégique.

La sollicitude britannique envers les **Kurdes** en 1919 découlait de considérations du même ordre : un éventuel État kurde servirait d'État tampon entre l'Irak et les Turcs ainsi qu'entre l'Arménie et les Turcs ; il constituerait, également, un élément du "cordon sanitaire" tendu entre l'empire britannique et la menace bolchevique ; il bloquerait, enfin, les ambitions françaises. Les aspirations du peuple concerné n'entraient donc pas en ligne de compte, elles étaient instrumentalisées.

De nos jours, la Chine s'intéresse de près au **Cambodge**, en particulier car elle recherche une ouverture sur le Golfe de Thaïlande, ce que le port de Sihanoukville (ex-Kompong Som) lui offrirait. Elle éviterait ainsi une trop grande dépendance vis-à-vis du détroit de Malacca, surveillé de trop près à son goût par les Américains. Elle aurait aussi de bonnes chances de profiter d'éventuels gisements pétroliers [11].

Lorsque le Pakistan soutient les *taliban* ou, indirectement, Al Qaeda [12], il vise avant tout à rendre impossible l'avènement d'une influence étrangère hostile et/ou d'un pouvoir fort à Kaboul. Avec la force, s'affirmerait l'indépendance d'un État qu'Islamabad veut contrôler. D'une part, il s'agit de maîtriser l'irrédentisme des Pashtoun. En 1947, l'**Afghanistan**, furieux de ne pas recouvrer les zones pachtounes incorporées à l'Empire des Indes, vota contre l'admission du nouvel État à l'ONU et attisa le sécessionnisme. D'autre part, le Pakistan entend disposer de la profondeur stratégique qu'il estime indispensable face au rival indien. Voilà pourquoi Islamabad veut à Kaboul des dirigeants pachtounes et panislamistes : cela devrait calmer l'irrédentisme et empêcher une alliance de revers avec l'Inde [13].

Les États-Unis ont mis en place pour la première fois de leur histoire, début 2007, un commandement militaire régional spécifique pour l'**Afrique**. Cette rationalisation s'explique par trois raisons. En premier lieu, Washington s'inquiète de l'implantation d'Al Qaeda sur le continent et veut pouvoir y lutter plus efficacement contre la nébuleuse terroriste. Ensuite, l'économie américaine dépend de plus en plus des matières premières - énergétiques (10 % de sa consommation de pétrole) et minières - africaines, il en va donc de la sécurité de ses approvisionnements. Enfin, la Chine investit littéralement l'Afrique et les États-Unis n'entendent pas laisser le champ libre à ce redoutable concurrent, qui se muera peut-être en adversaire dans les décennies à venir [14].

Les interventions à répétition de la France au **Tchad** depuis l'indépendance de ce pays, en 1960, s'expliquent largement par le fait que ce pays est « le porte-avions français du désert [15] ». Le procès des responsables de l'association humanitaire L'Arche de Zoé, à N'Djamena, en décembre 2007, montra l'importance de l'alliance entre les deux pays. Les prévenus présentaient toutes les apparences d'une monnaie d'échange : l'instruction, le procès, le verdict et la libération semblent avoir été "arrangés" au plus haut niveau, sans tenir

grand compte de la séparation des pouvoirs. Le président tchadien a besoin du renseignement et de matériels militaires français - voire plus, ponctuellement - et le président français souhaitait le succès de l'Eufor dans sa mission de sécurisation des camps de réfugiés ou de déplacés à l'est du Tchad [16].

Les développements les plus récents de la situation en **Somalie** s'expliquent largement par la volonté américaine de lutter contre un foyer terroriste et par les difficultés éthiopiennes avec les séparatistes de l'Ogaden. Voilà un cas de convergence d'intérêts stratégiques ; en effet, les intervenants peuvent être plusieurs et ne pas se trouver soumis aux mêmes impératifs.

Depuis l'éclatement de l'URSS, la Russie revendique l'**Asie centrale** dans sa sphère d'influence exclusive, tout autant car il s'agit d'un carrefour avec la Chine et l'Asie du Sud, que parce qu'il s'y trouve d'importantes ressources en matières premières, notamment énergétiques. Diplomatie et pressions se mêlent pour évincer toute autre influence, surtout celle des États-Unis. Il en va de même dans le Caucase. Parmi beaucoup d'autres buts, le conflit entretenu par Moscou autour de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud vise à contrer le rapprochement de la Géorgie avec l'OTAN. Il s'agit d'une manœuvre classique pour, d'une part, affirmer sa prédominance régionale et garantir son hégémonie pétrolière et gazière, d'autre part, briser ce qui est perçu par le Kremlin comme une manœuvre d'encerclement et la tentative de le priver d'accès à la **mer Noire** [17]. Mais cet espace maritime représente, à plus d'un titre, un enjeu tout aussi vital pour l'Union européenne : le succès de la stabilisation politique par la démocratisation passe par sa réussite dans les États riverains intégrant l'Union européenne ; l'approvisionnement futur en hydrocarbures passe en partie par cet espace maritime ; la paix dans l'espace européen, tout comme l'efficacité de la lutte contre les trafics divers, dépendent, entre autres, du règlement des conflits qui déstabilisent une partie des Balkans et du Caucase [18].

Alors que les États-Unis cherchent à l'isoler encore davantage, l'**Iran** allume des contre-feux en s'appuyant sur ses hydrocarbures. Ainsi envisage-t-il la construction d'un gazoduc qui approvisionnerait l'Inde *via* le Pakistan. On voit mal, en effet, à quelles sanctions pourraient se joindre ces deux États à partir du moment où leur développement dépendrait de manière significative de Téhéran [19].

Un ou plusieurs États peuvent intervenir dans un conflit pour **maintenir, rétablir**, voire **modifier l'équilibre des forces** dans un **espace** donné.

Il peut s'agir d'un espace **régional**. Durant les années 1990, les guerres civiles qui ravagèrent le Liberia, le Sierra Leone et l'Afrique des Grands Lacs, nuisirent gravement à la stabilité de l'Afrique de l'Ouest et la communauté internationale tenta, avec plus ou moins de succès, de ramener la paix.

Aujourd'hui, le conflit du **Darfour** inquiète le reste du monde, en partie parce qu'il englobe le Tchad et la République centrafricaine, ce qui pourrait embraser toute la bande sahélienne, de la Mauritanie à la Somalie [20].

Les États-Unis se préoccupent beaucoup de la stabilité du **Kenya**, non seulement parce qu'il s'agit, depuis son indépendance en 1963, de l'un de leurs alliés africains les plus sûrs, mais aussi car il se trouve à un emplacement stratégique en Afrique orientale. Depuis les années

1990, il offre à Washington une position clé pour surveiller le Soudan et la Somalie, voire y intervenir ponctuellement dans le cadre de la lutte contre le terrorisme [21].

Depuis la fin de la Guerre froide, les États-Unis tentent de maintenir le fragile équilibre des forces au **Proche-Orient**. Pour ce faire, ils cherchent à éliminer ou contenir tout acteur qu'ils jugent perturbateur : l'Irak de Saddam Hussein, la Syrie de Bachir al-Hassad et l'Iran islamiste. Le Liban concentre cet affrontement car il « fonctionne un peu comme un modèle réduit du Moyen-Orient. On y retrouve tout le monde, Iraniens, Américains, Israéliens, Saoudiens et Palestiniens, chiïtes, sunnites, islamistes radicaux et chrétiens. Toutes les tensions viennent s'y cristalliser : celles entre les Iraniens et les Américains, entre les Israéliens et les Arabes, entre les chiïtes et les sunnites [22] ».

La pression conjuguée de Washington et de Paris parvint à faire lâcher prise aux Syriens au Liban, en 2005, et les deux pays hésitaient sur la politique à suivre vis-à-vis de Damas. Finalement, ce fut le rapprochement et les États-Unis annoncèrent l'envoi d'un ambassadeur après quatre ans d'absence [23]. Cela résulte du constat que la Syrie peut jouer un rôle essentiel aussi bien pour déstabiliser que pour pacifier l'ensemble du Proche-Orient.

Si, en dépit d'un embargo décidé par les États-Unis et l'Union européenne, l'**Union indienne** continue à vendre des armes à la dictature militaire qui contrôle le Myanmar, ce n'est pas par amitié, mais en particulier pour priver de soutien les vingt mille combattants séparatistes qui sévissent dans le nord-est [24].

Depuis 2002, la **Turquie**, sous l'influence de M. Davutoglu (devenu ministre des Affaires étrangères en mai 2009), s'affirme davantage sur la scène internationale. Au cours de ces dernières années, elle offrit son territoire comme lieu de transit des hydrocarbures du Caucase et de l'Asie centrale, proposa ses bons offices à la Géorgie et à la Russie (après leur guerre de l'été 2008), tenta d'amener Israël et la Syrie à négocier, prit ses distances avec la politique des États-Unis (invasion de l'Irak, 2003) et d'Israël (guerre de Gaza, 2008), se proposa comme intermédiaire entre l'Afghanistan et le Pakistan pour la lutte antiterroriste, entre l'Iran et les États-Unis au sujet de la prolifération nucléaire, et entama même un rapprochement avec l'Arménie. Ces quelques faits s'inscrivent dans le cadre de la politique de sécurité définie par le gouvernement turc : atteindre l'objectif "zéro-problème" [25] à ses frontières, ô combien ambitieux dans une région si troublée !

Lorsque le roi Abdallah d'**Arabie Saoudite** promet de soutenir les musulmans sunnites irakiens si le retrait des troupes américaines les mettait en danger, il affirme ainsi sa volonté d'éviter de voir Al Qaeda tirer profit de leur désarroi et de ne pas laisser le champ libre à l'influence iranienne : la sécurité de la monarchie saoudienne est au cœur de sa démarche.

Son minuscule voisin, le **Qatar**, joue un rôle diplomatique considérable, mis en lumière à l'occasion de sa médiation réussie entre les factions libanaises en mai 2008. Ainsi sa politique étrangère apparut-elle dans toute sa complexité. Si Doha put dénouer la dernière (en date) crise libanaise, elle le doit au fait qu'elle entretient de bonnes relations avec les deux camps rivalisant dans la région. L'émirat demeure un allié-clé des États-Unis, hébergeant à Al-Udeid la plus importante base américaine de la région et entretient d'excellentes relations économiques avec Israël. Mais le Qatar est également le plus proche allié de la Syrie et s'entend bien avec l'Iran. Cette sorte de "non-alignement régional" relève, certes, d'une

stratégie de survie. Mais certains observateurs, établissant un parallèle avec le rôle de la Turquie entre Israël et la Syrie, estiment qu'une forme nouvelle de diplomatie émerge à la fin de l'ère Bush : du manichéisme opposant le Bien et le Mal et cristallisant les conflits, on pourrait passer à une approche nuancée, susceptible de déboucher sur des compromis. Le Qatar contribuerait donc au retour en force des subtilités de l'art diplomatique [26].

Lorsque, en septembre 2007, le **Myanmar** attribua la concession de deux gisements sous-marins à la Chine au détriment de l'Inde, on vit d'abord là, et avant tout, un nouvel épisode de la rivalité entre les deux puissances émergentes. Mais certains analystes firent valoir également qu'il s'agissait pour Delhi d'une mauvaise affaire en termes de sécurité. La construction d'un gazoduc entre le Myanmar et l'Inde aurait permis une amélioration du sort des populations misérables du nord-est ainsi qu'une meilleure coopération pour sécuriser la frontière entre les deux pays [27].

Durant la Première Guerre du Golfe, qui opposa l'**Irak** et l'**Iran** entre 1980 et 1988, les Occidentaux se trouvèrent pris entre Charybde et Scylla : quel qu'eût été le vainqueur, ils auraient vu leurs intérêts au Proche-Orient remis en cause. Les deux pays avaient l'ambition de s'affirmer comme puissance régionale ; ils cherchaient à maîtriser le marché pétrolier ; ils étaient farouchement hostiles à Israël ; l'Irak étudiait et/ou développait des programmes d'armes de destruction massives ; l'Iran entendait exporter sa révolution islamiste dans l'ensemble du Proche Orient, notamment dans la péninsule arabique. Il en résulta des gestes peu compatibles avec la morale, comme la fourniture clandestine à l'Iran de matériel militaire américain (scandale dit de l'*Irangate*, 1986) ou le "prêt" par la France d'avions de combat *Super-Étendard* à l'Irak (octobre 1983). Cela visait à empêcher l'un des deux adversaires de l'emporter. L'Occident jouait la guerre d'usure, qui présentait le double avantage d'affaiblir le potentiel militaire des deux pays et de fixer sur le front les forces militaires irakiennes et iraniennes, les rendant indisponibles pour d'autres ambitions.

La réinsertion de la Libye dans les relations internationales relance la rivalité avec l'Algérie pour le rôle dominant au **Maghreb**, ce qui ne déplaît pas forcément aux États-Unis ou à la France, qui pourraient ainsi se retrouver en position d'arbitres. L'annonce par Paris de négociations en vue d'une coopération dans le domaine de l'utilisation civile de l'énergie nucléaire, successivement avec Tripoli (été 2007) puis Alger (hiver 2007) participerait, dans cette hypothèse, d'une logique d'équilibre.

Depuis 2003, États-Unis ne mènent pas une guerre en **Irak**, ils particip(èr)ent à quatre conflits : celui qui oppose les chiïtes entre eux pour le contrôle des zones pétrolières, celui qui affronte les shiïtes et les sunnites les plus sectaires, le soulèvement des sunnites anti-américains, les entreprises de déstabilisation d'Al Qaeda [28]. Ils savent pertinemment que leur retrait déchaînerait les forces à l'œuvre et plongerait le pays dans le chaos total. Par conséquent, leur stratégie consiste, autant que faire se peut, à réduire sinon neutraliser chacun des facteurs d'affrontement. Un équilibre relatif devrait résulter de ce que l'on pourrait appeler un *déséquilibre contenu*. Cette évolution profite depuis 2008 au Premier ministre Nouri al-Maliki, qui renforce son autorité, se forge une image de nationaliste sourcilieux face à Washington et tente de se poser en rassembleur de tous les Irakiens.

Les grandes puissances occidentales gardent les yeux rivés sur le **Pakistan**, car de sa stabilité dépendent leurs intérêts. Ce pays commande la sécurité de la péninsule indienne et, en partie,

du monde islamique. « La pérennité du Pakistan est une nécessité stratégique impliquant non seulement ses voisins immédiats la Chine et l'Inde qui rassemblent les deux tiers de la population mondiale mais aussi l'Europe et les États-Unis [29] ». Le Pakistan se trouve en effet indispensable dans la guerre en Afghanistan, la lutte contre la drogue, contre la prolifération nucléaire et contre le terrorisme.

Le **Népal** [30], comme le **Bangladesh** [31] et **Sri Lanka** [32], se livrent à un délicat jeu de bascule : pour préserver le plus d'indépendance possible vis-à-vis de leur puissant et influent voisin indien, ils se rapprochent de la Chine. Mais leur dépendance envers New Delhi, tout comme les ambitions chinoises, les contraignent à une extrême prudence. Ils semblent plutôt instrumentaliser la rivalité pour obtenir davantage de concessions de la part des Indiens.

Les situations des États dépourvus de puissance significative se révèlent rarement confortables. Ainsi, que dire de celle dans laquelle se trouve la **Grèce**, si l'on suit un article publié fin 2008 :

« À d'autres époques, le choix aurait été évident. Cependant, à notre époque marquée par l'importance des apports en matières premières énergétiques, le contexte n'est plus aussi simple. À l'heure où le fossé entre l'Occident et la Russie se creuse, la Grèce est amenée à manœuvrer dans un labyrinthe d'intérêts géostratégiques et économiques, et à faire des choix qui révèlent ses priorités et ses intérêts propres.

Quel est le cadre de son action ? La Grèce est tournée vers l'Occident et fait le lien entre le Sud-Est et l'Ouest de l'Europe. Depuis longtemps déjà, elle est membre de l'OTAN et de l'Union européenne. Au près de ces deux organismes éminents, elle peut formuler des exigences, jouer un rôle, mais elle leur doit aussi des comptes. Grâce à une communauté grecque nombreuse et politiquement influente, elle est particulièrement liée avec l'Amérique. La Grèce vit cependant avec la plaie ouverte de la question chypriote, elle a des positions claires en Égée et en Thrace, sur des questions très sensibles pour elle. Elle livre combat pour le nom de la Macédoine, se positionne contre l'irrédentisme et toute modification de frontières. Or, dans quelques mois, la Grèce prendra la présidence de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). Comme en 2003, au moment de la guerre menée par les États-Unis en Irak alors que la Grèce exerçait la présidence de l'Union européenne, le premier trimestre 2009 verra notre pays gérer "l'après-guerre" en Géorgie. Elle devra adopter une attitude très conséquente, et protéger l'intangibilité des frontières, que ce soit au Kosovo ou en Géorgie. Si, sur son chemin, elle est contrainte par la force des choses à accepter ce que les armes ont imposé, il faudra qu'elle recherche des engagements qui lui évitent de mauvaises surprises dans les affaires qui la touchent directement.

La Grèce continuera à promouvoir des principes tels que la nécessité de résoudre pacifiquement les différends en se basant sur le droit international, ou encore le respect des droits de la personne, et en particulier le droit à la vie, cruellement bafoué à chaque guerre. Dans le même temps, les intérêts grecs doivent être étudiés attentivement. Le slogan : "nous appartenons au monde occidental !" de Konstantinos Karamanlis [1907-1998] reste d'actualité.

La Grèce fait partie de l'Union européenne. L'orientation politique et défensive du pays est claire. Cependant, les intérêts économiques qui découlent de la coopération avec la Russie en matière énergétique donnent à Moscou une place cruciale sur l'échiquier géopolitique.

La question est simple pour l'actuel Premier ministre Kostas Karamanlis : quel pays peut exercer l'influence la plus efficace sur le gouvernement turc, sur les questions de Chypre, de l'Égée, de la Thrace, du Patriarcat, et sur la Macédoine à propos de la question du nom ? Certes, ce sont les États-Unis, mais cette constatation est insuffisante. En effet, en 2004, les

États-Unis ont « lâché » la Grèce avec le plan Annan et la reconnaissance de la « République de Macédoine ». Conséquence : un fort mécontentement du Premier ministre grec qui, depuis, tourne ses regards vers la Russie. C'est donc le moment pour les États-Unis de montrer en actes la valeur que prend l'engagement d'Athènes envers Washington sur les questions qui touchent aux intérêts grecs. Les Américains peuvent exercer leur influence et régler tout de suite le conflit nominal, ils peuvent également apporter leur coopération à une résolution équilibrée de la question chypriote. S'ils ne le font pas, Athènes ne pourra plus ignorer l'appel à une collaboration économique - mais pas seulement, - avec Moscou.

La politique étrangère grecque se trouve face à de graves dilemmes et à des choix lourds de conséquences et d'intérêts pour le pays, qui dépassent les partis et les idéologies. Le gouvernement Karamanlis est appelé à tracer les lignes d'une stratégie à long terme, en sachant que la marge de manœuvre de la Grèce repose sur un équilibre fragile, entre le front démocratique euro-américain auquel elle appartient fondamentalement, et la Russie. Cette dernière s'appuie sur les prix élevés des matières premières énergétiques qu'elle a à sa disposition pour faire des propositions alléchantes. Kostas Karamanlis devra rechercher le concours de l'opposition et le chef de l'opposition Yorgos Papandréou (PaSOK) devra être à la hauteur de la situation, car les décisions que le pays s'apprête à prendre très prochainement orienteront sa marche sur l'échiquier géopolitique des prochaines décennies [33] ».

Tout est dit. Voilà une excellente illustration des dilemmes du décideur.

L'équilibre visé peut être **continental**. Lorsque la France négocia la recomposition de l'Europe à l'issue de la Première Guerre mondiale, elle souhaita constituer une barrière d'États capable, tout à la fois, d'arrêter l'avancée du bolchevisme et de prendre l'Allemagne à revers. Dans cette perspective, elle tenta d'obtenir les conditions les plus favorables possible au profit de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la Yougoslavie et de la Roumanie, c'est-à-dire celles qui conféraient le maximum de puissance à ces quatre États. Pour Paris, la Pologne devait être très grande et très forte. Notamment, elle devait avoir accès à la mer Baltique (corridor de Dantzig), être viable économiquement (mines de charbon, de zinc, de plomb et aciéries de haute Silésie), maîtriser ses voies ferrées et pouvoir garantir sa sécurité (Vilnius, Galicie orientale, Biélorussie, Ukraine). Dans le cas de la Tchécoslovaquie, Paris soutenait les revendications de Prague : l'accès aux voies ferrées (Teschen, carrefour des principales lignes d'Europe centrale) et au Danube (port de Bratislava), ainsi que la possession de mines de charbon (Teschen) et de ressources économiques (notamment les industries des Sudètes) assurant l'existence du pays. Le projet de Grande Serbie défendu par le Premier ministre Nikola Pasic visait à rendre Belgrade maîtresse du littoral adriatique (péninsule d'Istrie, ports de Pula, Trieste et Fiume), des liaisons ferroviaires avec l'Europe centrale (Prague-Vienne-Trieste par la Slovénie ; Lemberg-Budapest-Zagreb-Fiume par la Croatie) et des accès terrestres à la mer Égée. Paris n'y voyait que des avantages : outre le renforcement de la "barrière", cela devait assurer le rééquilibrage de la puissance italienne. La Roumanie, quant à elle, passa de 138 000 à 294 000 km² et de 8 à 19 millions d'habitants. Elle acquit la Transylvanie (charbon, minerais), la Bucovine (axe mer Baltique-mer Noire), une partie du Banat (riche région agricole) et la Bessarabie (agriculture). Cette nation "latine" renforcée était censée faire face à la Russie bolchevique et contrer l'Allemagne.

Les États-Unis se préoccupent depuis peu de rétablir leur influence militaire en **Amérique latine**. Le déclenchement de la guerre contre le terrorisme, fin 2001, les avait détournés de leur "chasse gardée". Mais Washington se voit contraint de s'intéresser à nouveau de très près à son voisinage immédiat. D'abord, la région concentre beaucoup de risques : narcotrafic,

guérillas, terrorisme et contentieux interétatiques. De plus, les gouvernements de gauche se trouvent désormais majoritaires dans cette partie du continent. Or, ils sont diversement disposés à l'égard de Washington, du modéré Lula da Silva au Brésil, au très anti-américain Hugo Chavez au Venezuela. Ce dernier a même bâti, depuis 2005, une alliance explicitement anti-américaine : l'Alternative bolivarienne pour les peuples de notre Amérique-ALBA [34]. Initialement conçue comme un regroupement économique destiné à faire pièce au projet de Zone de libre-échange des Amériques-ZLEA, lancé simultanément par les États-Unis, elle regroupe autour de Caracas : Antigua et Barbuda, la Bolivie, Cuba, la Dominique, l'Équateur, les Grenadines, le Honduras, le Nicaragua et Saint-Vincent. Hugo Chavez souhaiterait en faire également une alliance militaire [35]. Si l'on met cela en parallèle avec le retour de la Russie, notamment par le biais des ventes d'armes, et l'irruption de l'Iran, qui tente de briser son isolement en se rapprochant de l'Alliance bolivarienne, on comprend mieux la soudaine préoccupation des États-Unis. La manifestation la plus spectaculaire en fut la reconstitution, au printemps 2008, de la IV^e Flotte (Amérique latine-Caraïbes), dissoute en 1950 [36].

Les préoccupations peuvent s'étendre à l'ensemble du **monde**. Ainsi procédèrent les États-Unis et l'URSS au temps de la Guerre froide. Leur diplomatie et leurs interventions militaires ouvertes ou couvertes visaient, à défaut d'une domination mondiale hors de portée, un équilibre des forces de dimension planétaire, étendu même à l'espace extra-atmosphérique. Cette grille de lecture, relativement simple, domina un demi-siècle de relations internationales. Cette bipolarisation fournit le cadre de la politique extérieure et de la politique de défense des États. Toutefois, l'étude des crises et des conflits survenus entre 1947 et 1989 révèle les innombrables variations qui se jouèrent sur cette partition. L'on veillera donc, même pour cette période à envisager les multiples facettes du jeu bipolaire.

La fin de ce duopole ouvrit une période incertaine, dans laquelle nous nous trouvons encore. Tentation unipolaire des États-Unis, promotion de la multipolarité par ceux qui n'ont pas pu s'imposer à la place de ces derniers et par ceux qui ne peuvent même pas l'espérer, mélange improbable de mondialisation et d'atomisation, risques et menaces nouveaux : les remises en cause des schémas de sécurité des États ne manquent pas. Si les plus forts sont à la peine et si les plus faibles demeurent toujours aussi dépendants, quelques pays intermédiaires se distinguent par un comportement original. Ainsi de la **Turquie**, dont le cadre d'action se définit certes comme régional, mais dont le comportement peut avoir des conséquences mondiales. Occupant la charnière Europe-Asie, il intéresse, notamment, tout autant l'Union européenne, la Russie et les États-Unis que le seul Proche-Orient. Or, la fin de la Guerre froide a rebattu les cartes pour la diplomatie turque : elle n'est plus l'allié automatique de l'indispensable protecteur américain, comme le montrèrent son refus de laisser passer les forces américaines lancées contre l'Irak en 2003, ou la menace de fermeture de la base d'Incirlik si le Congrès, en 2007, adoptait une loi officialisant le terme de "génocide" au sujet des Arméniens massacrés en 1915. Désormais, par exemple, son premier partenaire commercial est la Russie et elle a construit une relation spécifique avec le monde musulman [37].

Depuis le 11 septembre 2001, les États-Unis et leurs alliés occidentaux mènent une véritable **guerre contre le terrorisme** islamiste. Ce dernier se présente comme une nébuleuse omniprésente et protéiforme, qui pratique une forme asymétrique d'affrontement. L'adversaire des États impose un combat de tous les instants, qui peut se dérouler en tout lieu et qui peut revêtir de multiples aspects. Cela nécessite une capacité de renseignement et d'action épaulée

par le plus grand nombre possible de pays. Un véritable réseau d'alliances et de coopération tisse la planète. L'"arc de crise" identifié s'étire du Maghreb au sud des Philippines, mais le continent américain et l'Europe ne se trouvent pas à l'abri. Depuis 2001, une coalition occidentale affronte les *taliban* et Al Qaeda en Afghanistan : les États qui participent à ces opérations partagent « la conviction que l'action des Occidentaux en Afghanistan relève de la défense des valeurs des démocraties face au terrorisme djihadiste [38] ». L'annulation du rallye Dakar, le 4 janvier 2008, résulta de la transformation, ces dernières années, de la bande sahélienne en sanctuaire des groupes islamistes et en centre d'entraînement pour les djihadistes. D'ailleurs, les États-Unis lancèrent en 2005 un programme de lutte contre le terrorisme au Sahara [39]. Mais ce combat comporte une part sombre, et il ne s'agit pas ici du recours, en l'occurrence nécessaire, aux opérations couvertes. Il s'agit des dérives comme le recours à la torture, les entorses à l'État de droit, voire des atteintes aux libertés, toutes pratiques en contradiction flagrante avec les valeurs même que défendent les pays engagés dans ce combat. Au point que le nouveau président américain élu fin 2008 et son gouvernement, en place depuis janvier 2009, tout en réaffirmant leur détermination à lutter, abandonnèrent l'expression "guerre contre le terrorisme" [40]. Ce changement n'est pas purement rhétorique, il exprime une nouvelle conception de cet affrontement sans merci. Il vise à effacer les effets désastreux d'une formule qui provoqua des amalgames redoutables et qui fit apparaître cette guerre, pour le plus grand profit des terroristes, comme une guerre de civilisation, une guerre contre l'islam en tant que tel. Sans négliger le fait que tous les gouvernements qui souhaitèrent discréditer - ou éradiquer sans protestation internationale trop virulente - un mouvement d'opposition, lui accolèrent, à tort ou à raison, le qualificatif de "terroriste". Même le très non-violent Dalaï Lama y eut droit lors du soulèvement des Tibétains, en mars 2008. Comme le firent justement remarquer certains observateurs, le terrorisme n'a pas d'État, donc le terme de 'guerre' est juridiquement contestable. En outre, le singulier est erroné : il n'y a pas "un", mais "des" terrorismes et leur coordination ne s'avère que très partielle. Il convient donc de traiter chaque situation en fonction de son contexte propre, tout en cherchant le(s) réseau(x) auquel(s) elle se rattache éventuellement ; c'est le seul moyen d'éviter les erreurs d'analyse et les fautes tactiques, voire stratégiques.

La sécurité des États se trouve perpétuellement en butte à des menaces de nature extrêmement variée. Leur bon fonctionnement, le bien-être de leurs habitants, dépendent parfois de crises ou de conflits qui se déroulent tantôt à leurs portes, tantôt aux antipodes et dans lesquelles leurs dirigeants estiment devoir intervenir. Selon les époques et les circonstances, les États taisent ou affichent leurs impératifs stratégiques. En aucun cas l'analyse géopolitique ne se contente de cela. Elle s'efforce de rechercher ce qui est éventuellement tu, tout comme elle procède à un examen critique de ce qui est dit.

Copyright 2017-Gourdin/Diploweb.com

Plus

[Comment se procurer au format papier l'ensemble de cet ouvrage de référence signé de Patrice Gourdin, "Manuel de géopolitique", éd. Diploweb via Amazon ? D'un clic.](#)

PROBLEMATIQUE LIEE AUX IMPERATIFS STRATEGIQUES

Quelle est l'incidence des considérations stratégiques lorsque des acteurs extérieurs interviennent dans la crise ou le conflit ?

CHAMPS DE RECHERCHE

Outils pour étudier les impératifs stratégiques motivant une intervention extérieure sur le territoire où se déroule la crise ou le conflit :

. les ouvrages consacrés à la géographie, à l'économie, à l'histoire, aux relations internationales, à la stratégie, au droit et à la science politique.

Les **informations** recueillies servent à repérer quel(s) impératif(s) stratégique(s) peu(ven)t entraîner dans les événements des acteurs extérieurs au territoire. Le plus souvent un ou plusieurs des éléments suivants :

- . la position ou l'avantage d'un espace,
- . les ressources,
- . les axes de communication internationaux,
- . l'équilibre des forces : régional, continental, mondial,
- . la présence et/ou les activités d'État(s) ou de groupe(s) considéré(s) par d'autres pays comme un risque ou une menace.

La liste n'est pas exhaustive, mais elle recense les facteurs qui apparaissent le plus fréquemment.

Une information est pertinente lorsqu'elle contribue à éclairer la crise ou le conflit que l'on étudie.

Copyright 2017-Gourdin/Diploweb.com

P.-S.

Docteur en histoire, professeur agrégé de l'Université, Patrice Gourdin enseigne à l'École de l'Air. Il intervient également à l'Institut d'Études Politiques d'Aix-en-Provence. Membre du Conseil scientifique du Centre géopolitique, l'association à laquelle le *Diploweb.com* est adossé.

Notes

[1] . Défense et sécurité nationale, op. cit., p. 43.

[2] . Ibidem.

[3] . Ibidem.

[4] . Ibidem.

[5] . Ibidem, p. 44.

[6] . Ibidem.

[7] . Ibidem.

[8] . Ibidem, p. 45.

[9] . Ibidem, p. 47.

[10] . Ibidem, pp. 48-49.

[11] . Hauter François, « Le Far East ... » op. cit.

[12] . Leser Éric, « Les experts américains déplorent le double jeu pakistanais sur Al Qaeda », Le Monde, 17 janvier 2007 ; Grall Carlotta, « Pakistani Role Seen in Taliban Surge at Border », The New York Times, January 21, 2007.

[13] . Bobin Frédéric, « Le Pakistan, crise multiforme », Le Monde, 30 décembre 2007.

[14] . Whittle Richard, « Pentagon to Train a Sharper Eye on Africa », The Christian Science Monitor, January 5, 2007.

[15] . Saint-Exupéry Patrick (de), « Dominique de Villepin au Tchad... », op. cit.

[16] . Propos d'Antoine Glaser recueillis par Ficatier Julie, « L'image de la France en Afrique va-t-elle se dégrader ? », La Croix, 26 décembre 2007 ; Bernard Philippe et Nougayrède Natalie, « L'offensive ... », op. cit.

[17] . Nougayrède Nathalie, « Statut du Kosovo : Moscou établit un lien avec le Caucase et bloque les projets occidentaux », Le Monde, 18 juillet 2007.

[18] . Nougayrède Nathalie, « Une zone de tensions géostratégiques », Le Monde, 1er juillet 2007.

[19] . Khan Jesmeen, « Iran's Peace Pipeline », ISN-Security Watch, November 21, 2007.

[20] . Rémy Jean-Philippe, « La crise du Darfour, qui se propage... », op. cit.

[21] . Scarborough Rowan, « Kenya 'Critical' to U.S. Military », The Washington Times, January 7, 2008 ; Hanson Stephanie, « An 'Indispensable Partner' », Newsweek, January 9, 2008.

[22] . Jaulmes Adrien, « Beyrouth, capitale d'une nouvelle guerre froide », Le Figaro, 25 mars 2008.

[23] . Lander Mark, « Obama Will Send Envoy to Syria, Officials Say », The New York Times, June 24, 2009.

[24] . Chopra Anuj, « Why India is Selling Weapons to Burma », The Christian Science Monitor, July 23, 2007.

[25] . Editorial, « The US Road through Turkey », The Christian Science Monitor, December 8, 2008.

[26] . Blanford Nicholas, « Why Qatar is Emerging as Middle East Peacemaker », The Christian Science Monitor, May 23, 2008.

[27] . Lundholm Gideon, « Pipeline Politics : India and Myanmar », The Power and Interest News Report, September 10, 2007.

[28] . Grier Peter, « US Task : Fight to End Four Wars in Iraq », The Christian Science Monitor, February 27, 2007.

[29] . Hauter François, « Malgré le soutien occidental, Musharraf a échoué », Le Figaro, 22 janvier 2008.

[30] . Bobin Frédéric, « Katmandou joue la carte chinoise pour tenir l'Inde à distance », Le Monde, 17 avril 2008 ; Jah Vinay, « Inda-China Rivalry Plays Out in Nepal », ISN-Security Watch, May 12, 2009.

[31] . Bowring Philip, « Bangladesh's Challenge », Asia Sentinel, February 18, 2009.

[32] . Prasad Ravi, « India : Limited Options in Sri Lanka », ISN-Security Watch, November 10, 2008.

[33] . Ellis Athanase, « La Grèce hésite entre le "grand frère russe" et l'Oncle Sam », Katherimini, 24 août 2008, traduit par Laurelou Piguët et mis en ligne par Le Courrier des Balkans, 25 août 2008.

[34] . <http://www.alternativabolivariana.org/index.php> (en espagnol).

[35] . Oualalou Lamia, « Chavez prône une alliance armée contre les États-Unis », Le Figaro, 30 janvier 2008

[36] . Oualalou Lamia, « L'US Navy se déploie autour de l'Amérique latine », Le Figaro, 28 avril 2008.

[37] . Editorial, « The US Road... », op. cit.

[38] . Nougayrède Natalie, « La France va accroître son effort militaire en Afghanistan » Le Monde, 27 février 2008.

[39] . « L'annulation du Dakar révèle une insécurité croissante au Sahel », Le Monde, 6 janvier 2008.

[40] . Bialostozky Noah, « Definitionnal Nuance Will Strengthen World Response to Terrorism », The Christian Science Monitor, April 15, 2009 ; Luce Edward & Dombey Daniel, « Obama Junks 'Global War on Terror' Label », Financial Times, June 30, 2009.